

Grève victorieuse à Bursa :
*La direction de Renault
fait la grève de l'info*

l'étincelle

Technocentre
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com

pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire

mardi 9 juin 2015

Foot-business is business

On doit le reconnaître : la justice américaine a un sacré sens de la mise en scène. Les quatorze arrestations à la veille du congrès de la Fifa ont donné du piment à des révélations pour le moins étonnantes. On le savait : le foot-business est un panier de crabes corrompus. Mais la démission du parrain Sepp Blatter, quelques jours après sa réélection triomphale, a permis au feuilleton de continuer.

Petits arrangements entre amis

Les révélations de Chuck Blazer, une « taupe » du FBI, ont alimenté l'enquête. Ce millionnaire de 70 ans, ancien patron de la branche Amériques de la Fifa, a acheté un appartement luxueux de la « Trump Tower » sur la cinquième avenue de Manhattan... juste pour loger ses chats. Rattrapé par le fisc américain car il avait « oublié » de payer ses impôts, il a évité les ennuis en balançant ses petits copains.

Ce sont des individus comme Blazer qui dirigent la Fifa. Cette « association à but non lucratif », dont l'objectif est d'« améliorer le football et le diffuser dans le monde », verse deux millions d'euros par an aux Îles Caïmans, un paradis fiscal d'à peine 45 000 habitants, qui a bien besoin de ça pour entretenir ses quelques terrains de foot. Un exemple parmi beaucoup d'autres, puisque le budget de la Fifa est de cinq milliards par an.

La procédure de désignation des pays organisateurs des coupes du monde est dans le viseur de la justice américaine. L'Afrique du Sud aurait versé 10 millions de dollars de pots de vin au délégué de la petite fédération de Trinidad-et-Tobago pour obtenir l'édition 2010. Même type de soupçons pour la France, l'Allemagne, la Russie ou le Qatar.

Aux innocents les mains pleines

Que des valises de billets changent de main lors de ces désignations opaques, c'est la loi du genre. Les sommes versées pour graisser la patte de petits patrons d'obscures fédérations de football ne sont pourtant que de la menue monnaie comparées aux affaires bien légales des grands capitalistes.

L'organisation de la coupe du monde en Afrique du Sud a rapporté deux milliards de dollars à la Fifa, et des sommes gigantesques aux multinationales du BTP et aux sponsors comme Coca-cola, Nike ou Adidas. Mais elle a coûté plus de quatre milliards à l'État Sud-africain, sans aucun bénéfice pour les

travailleurs, chômeurs et jeunes des ghettos noirs de ce pays.

Ce n'est pas le pillage des caisses d'un État pauvre pour enrichir les multinationales qui a ému Loretta Lynch, la Garde des Sceaux américaine qui coordonne l'enquête contre la FIFA. La chef de cette opération « mains propres » a longtemps été l'avocate de Wall Street avant d'être nommée procureur chargée de poursuivre en justice les banques responsables de la crise financière de 2008. Elle a été particulièrement clémente envers ses anciens clients, qui s'en sont sortis avec de faibles amendes. Si les cadres corrompus de la Fifa avaient été des banquiers de Wall Street, ils n'auraient même pas été inquiétés.

L'envers du décor

La pratique du foot mobilise des centaines de milliers de bénévoles dans le monde entier qui apprennent ce sport collectif à des millions d'enfants. Mais comme le dit Romario, ancien attaquant de pointe de la sélection brésilienne : « Notre football est sucé par des dirigeants qui restent dans leurs tribunes de luxe en trinquant aux millions qui rentrent sur leur compte bancaire ».

Depuis 2010, plus de 1200 ouvriers indiens ou népalais sont morts sur les chantiers de construction des stades du Qatar.

C'est de leur exploitation, comme de celle de tous les salariés, que viennent les profits des multinationales qui raflent les contrats des grands événements sportifs organisés par des institutions comme la Fifa. Que ces profits soient partagés entre les actionnaires et leurs serviteurs par les circuits légaux de la finance ou ceux, occultes, de la corruption, leur origine est la même : l'exploitation capitaliste. Voilà le scandale auquel il est temps de mettre fin.

Cherche salariés à tout faire

La direction cherche 70 salariés pour conduire les véhicules électriques qu'elle fournira lors du sommet sur le climat à Paris. Ces « conducteurs ambassadeurs » devront faire 2 jours de formation, maîtriser l'anglais, être disponibles durant 3 à 6 jours de 6 à 13h ou de 14 à 21h, samedis compris.... Bilan : une com' qui ne coûtera pas cher à Renault.

Des grèves ! Où ça ?

Les salariés de Renault-Bursa ont repris le travail la semaine dernière après avoir obtenu plusieurs primes (dont deux immédiates d'environ un mois de salaire), le paiement de leurs 13 jours de grève, la reconnaissance de leurs propres délégués (et pas ceux du syndicat unique et obligatoire Türk-Metal)... Mais pas un mot de cette grève sur Declic ni dans *Global*, le soi-disant « magazine des salariés du Groupe Renault ». Des salariés ou de la direction ?

Paternalisme estival

Un *Flash Info* du 5 juin nous invite à « adopter les bons gestes » en cas de « fortes chaleurs » : boire de l'eau, éviter les boissons alcoolisées, les repas gras et copieux (et les selfs du TCR ?), porter des vêtements amples, se protéger du soleil, privilégier les horaires matinaux, etc. Si ça continue, la direction va venir nous border le soir. Elle ferait mieux d'améliorer la clim, par exemple dans les ateliers du CRP.

Plein de Questions Sans Réponse

A la convention de la Direction de la Qualité (DQ) du 29 avril dernier, il n'y avait plus de place pour les questions. Ce ne sont pourtant pas les sujets qui manquent : sous-effectif, charge de travail, réorganisation, convergence avec Nissan en 2016...

Le PQSR (Pas de Question Sans Réponse) censé répondre aux questions envoyées ensuite par écrit, est un modèle de langue de bois, avec des réponses sur la réorg du style : « Rien n'est à ce stade décidé, mais il y aura probablement des ajustements d'organisation ». Et après la direction demande aux salariés de s'impliquer et de participer...

Avoir ou pas une tronche de CAC

Pas vraiment explicite, la vidéo postée sur Expli'sites où un chef présente le Centre d'Analyse de la Concurrence (CAC), sans dire un mot sur les salariés qui y travaillent. On aperçoit juste en arrière-plan des salariés d'A2mac1 : une façon implicite de dénoncer l'externalisation d'une partie des activités du CAC ?

22, v'la l'éthique !

Comme son prédécesseur, le nouveau directeur de l'éthique du Groupe Renault, Claude Baland, est un ancien Directeur Général de la Police Nationale, et embauché à plus de 60 ans. Flicage et pantouflage : les deux mamelles de l'éthique Renault.

Heureusement qu'il reste les allocs

L'allocation de vacances des APR et des ETAM sera versée avec la paie de juin. C'est désormais un évènement, vu le quasi blocage des salaires. Pour ne pas finir accrocs à ce genre d'allocs, il va falloir imposer le retour des AGS, et pas des miettes.

One for the money

L'opération *One for one* vise à réduire à un le nombre de poste informatique par salarié. Et de relancer par mail ceux qui disposent de plusieurs PCs, comme si c'était pour leurs loisirs. Après la suppression des stations d'accueil pour les PC portables ou la non fourniture systématique d'écrans déportés pour lutter contre les Troubles Musculo-Squelettiques, la réduction des coûts continue.

Salaires : nivellement par le bas

Les salariés de Cofely, dont plusieurs centaines travaillent sur les sites Renault en région parisienne, sont mis au régime sec. En 2015, ce sera 0,6 % d'augmentation générale des salaires et 0,63 % pour les augmentations individuelles. Cofely, filiale de GDF Suez, n'est pourtant pas au bord du gouffre avec 92 millions d'euros de bénéfices en 2014. Mais comme à Renault, les salariés doivent sentir le gaz.

Condamné pour licenciement abusif

Samsic (la société de sécurité qui précédait Seris sur les sites Renault) a été condamné aux Prudhommes à verser 17 000 euros à un pompier du site Renault de Lardy licencié « sans cause réelle et sérieuse ». Il avait eu le tort de s'être opposé, avec ses collègues, à une dégradation des conditions de travail (polyvalence, nouveaux horaires...). Quant à Renault, il cautionne ce genre de pratiques car elles lui permettent de faire baisser ses coûts. 500 salariés de Renault Lardy avaient signé une pétition contre ce licenciement. Une solidarité qui a compté.

Compétitivité rime avec précarité

La précarité bat des records sur les sites Renault en France. En mai 2015 à Sandouville, il y avait autant d'intérimaires que de CDI. Certains secteurs de production sont assurés à 80 % par des intérimaires. Le nombre d'intérimaires dépasse 700 à Douai, 1400 à Flins, 780 à Cléon... Au Technocentre le nombre de prestataires est aussi important.

Autant de conséquences de l'accord compétitivité qui supprime des emplois stables. Et ce ne sont pas les embauches promises (200 pour toute l'Ingénierie) qui changeront la donne.

Coup de chaud sur la collecte

Un grand merci aux nombreux salariés qui ont donné à la collecte de soutien à *l'étincelle* il y a quinze jours. C'est promis : on continue !